

LISTE DES CORRESPONDANTS DU BULLETIN DE DROIT NUCLÉAIRE

AFRIQUE DU SUD	M. R. ELK, Chef du Département juridique, Conseil de la sûreté nucléaire
ALBANIE	M. F. YLLI, Directeur de l'Institut de physique nucléaire
ALLEMAGNE	Professeur N. PELZER, Institut de droit international public de l'Université de Göttingen
ARGENTINE	M. J. MARTINEZ FAVINI, Consultant, Commission nationale de l'énergie atomique
ARMÉNIE	M. A. MARTIROSYAN, Autorité arménienne de réglementation nucléaire
AUSTRALIE	Mme M. HUXLIN, Agent de liaison INIS, Organisation australienne de la science et de la technologie
AUTRICHE	M. M. REITERER, Bureau du Conseil juridique, Ministère fédéral des Affaires Étrangères
BÉLARUS	Mme O. PIOTUKH, Département de la réglementation de la sûreté nucléaire et radiologique, Promatomnadzor
BELGIQUE	M. F. MOLITOR, Ingénieur-Directeur, Service de la sécurité technique des installations nucléaires, Ministère de l'Emploi et du Travail
BRÉSIL	M. E. DAMASCENO, Commission nationale de l'énergie nucléaire Mme D. FISCHER, Association brésilienne du droit nucléaire
BULGARIE	M. Y. TCHAVEEV, Conseiller juridique principal, Comité pour l'utilisation pacifique de l'énergie atomique
RÉPUBLIQUE DE CORÉE	M. K.-G. PARK, Professeur Associé, Faculté de droit, Université de Corée
CANADA	Mme K. MOORE, Conseiller principal, Services juridiques, Commission canadienne de sûreté nucléaire
CHINE	Mme Zhaohui LI, Directrice du Service juridique, Compagnie nucléaire nationale chinoise M. Xiao Qing WANG, Division du droit et de la réglementation, Département de la politique, du droit et de la réglementation, Autorité chinoise de l'énergie atomique

CROATIE	M. V. ŠOLJAN, Chaire de droit commercial et de droit économique, Faculté d'économie, Université de Zagreb
	M. I. VALCIC, Chef du Département de la sûreté nucléaire, Ministère de l'Économie
DANEMARK	M. J. RØN, Chef de section, Département juridique, Ministère de la Justice
ÉGYPTE	M. A.-M. MAREI, Chargé de cours adjoint, Département du droit nucléaire, Centre national de la sûreté nucléaire, Autorité de l'énergie atomique
ESPAGNE	Mme L. CORRETJER, Conseiller juridique, Conseil de la sécurité nucléaire
	M. J. R. MARTIN HERNANDEZ, Conseiller juridique, Conseil de la sécurité nucléaire
	Mme E. MENENDEZ-MORAN, Sous-direction de l'énergie nucléaire, Ministère de l'Économie
ESTONIE	Mme E. TANNER, Chef du Département de la réglementation et des normes, Centre estonien de protection radiologique
ÉTATS-UNIS	Mme S. ANGELINI, Conseiller juridique, Bureau des programmes nucléaires civils, Département de l'Énergie
	Mme M. NORDLINGER, Avocat, Bureau du Conseil général, Commission de la réglementation nucléaire
FINLANDE	M. Y. SAHRAKORPI, Conseiller ministériel, Département de l'énergie, Ministère du Commerce et de l'Industrie
FRANCE	Mme D. DEGUEUSE, Direction générale de la sûreté nucléaire et de la radioprotection, Ministère de l'Industrie
	Mme F. TOUITOU, Direction juridique et du contentieux, Commissariat à l'énergie atomique
GRÈCE	Professeur L. CAMARINOPOULOS, Président de la Commission hellénique pour l'énergie nucléaire
HONGRIE	M. L. CZOTTNER, Conseiller juridique principal, Autorité hongroise de l'énergie atomique
	Professeur V. LAMM, Institut des études juridiques, Académie des sciences
INDONÉSIE	M. M. POERNOMO, Conseiller principal, Commission nationale de contrôle de l'énergie
	M. S. SULCHĀN, Chef de la Division juridique et administrative, Commission nationale de l'énergie atomique
IRLANDE	Mme M. KELLY, Service de l'information, Institut de protection radiologique
ITALIE	M. F. NOCERA, Conseiller juridique, Département du traitement et du conditionnement des déchets radioactifs, Agence nationale pour les nouvelles technologies, l'énergie et l'environnement

JAPON	M. E. TAKEUCHI, Premier Secrétaire, Délégation du Japon auprès de l'OCDE M. T. YAMAMURA, Division de la coopération internationale et du contrôle des matières nucléaires, Institut japonais pour le développement du cycle nucléaire
KAZAKHSTAN	Mme L. NOVOZHILOVA, Conseiller juridique, Comité pour l'énergie atomique du Kazakhstan
LETONIE	M. A. SALMINS, Directeur, Centre de la sûreté radiologique
LITUANIE	M. M. ABRAITIS, Conseiller juridique principal, VATESI
LUXEMBOURG	M. M. FEIDER, Division de la radioprotection, Direction de la santé, Ministère de la Santé
MACÉDOINE	M. D. NEDELKOVSKI, Département de la radioprotection, Institut de la santé publique de la République
MAROC	Mme L. ZIDI, Attachée de direction, Centre national de l'énergie, des sciences et des techniques nucléaires
MEXIQUE	M. J. GONZALEZ ANDUIZA, Département des affaires juridiques, Commission fédérale d'électricité M. M. PINTO CUNILLE, Chef du Département des affaires juridiques et internationales, Commission nationale de la sûreté nucléaire et des garanties
MOLDAVIE	M. I. APOSTOL, Chef de la Division de la protection radiologique et chimique, Département de la protection civile et des situations d'urgence
NORVÈGE	M. S. HORNKJØL, Conseiller exécutif principal, Autorité norvégienne de radioprotection
OUZBÉKISTAN	M. K. YUNUSOV, Chef du Service d'inspection pour la surveillance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection, Comité d'État de la sûreté dans les secteurs industriels et miniers
PAYS-BAS	Mme N. HORBACH, Directrice du Centre des dommages transfrontières et de la réparation M. R. VAN EMDEN, Conseiller, Division des assurances, Ministère des Finances
POLOGNE	M. A. SOLTAN, Directeur, Département des relations internationales et de l'intégration européenne, Agence nationale de l'énergie atomique M. R. MAJDA, Chercheur, Université de Łódz
PORTUGAL	Mme M. MONTEIRO, Conseiller juridique, Institut technologique et nucléaire
ROUMANIE	M. L. BIRO, Président, Commission nationale de contrôle des activités nucléaires M. V. CHIRIPUS, Avocat, SN Nuclearelectrica SA
ROYAUME-UNI	M. P. THOMPSON, Conseiller juridique, Ministère du Commerce et de l'Industrie
FÉDÉRATION	Professeur A. I. IOYRISH, Professeur de droit, Institut de droit, Académie des sciences

DE RUSSIE

Mme E. MOLODTSOVA, Institut de droit, Académie des sciences

Mme O. SUPATAEVA, Institut de droit, Académie des sciences

**RÉPUBLIQUE
SLOVAQUE**

M. M. POSPISIL, Directeur juridique, Autorité de la réglementation nucléaire

SLOVÉNIE

M. A. ŠKRABAN, Conseiller du Gouvernement, Administration slovène de la sûreté nucléaire

SUÈDE

M. C. MARTENSSON, Conseil juridique principal, Institut de protection suédois contre les rayonnements

M. I. PERSSON, Conseiller juridique principal, Service suédois d'inspection de l'énergie nucléaire

SUISSE

M. R. TAMI, Chef de la section droit et pipelines, Office fédéral de l'énergie

**RÉPUBLIQUE
TCHÈQUE**

M. F. SURANSKY, Directeur du Département de l'énergie nucléaire, Ministère de l'Industrie et du Commerce

THAÏLANDE

Mme N. TANTASATHIEN, Conseiller principal, Bureau du Conseil juridique

TUNISIE

M. M. CHALBI, Ministère de l'Éducation et des Sciences, École nationale d'ingénieurs

TURQUIE

Mme G. ERKUL, Conseiller énergie, Délégation de la Turquie auprès de l'OCDE

UKRAINE

Mme S. PILGUN, Spécialiste principale, Département de la planification, de la coordination et du développement, Comité d'État nucléaire d'Ukraine

M. V. SHVYTAI, Expert d'État auprès du Conseil de la sécurité et de la défense nationale d'Ukraine

URUGUAY

Professeur D. PUIG, Professeur de droit nucléaire, Faculté de droit, Université d'Uruguay

AIEA

M. J. RAUTENBACH, Directeur, Bureau des affaires juridiques

CE

Mme N. COMMEAU-YANNOUSIS, Chef de la section TREN C.1, Politique de l'énergie et sécurité de l'approvisionnement, Direction générale de l'énergie et des transports

Mme N. CORNUEL, Direction générale de l'énergie et des transports

Mme B. ANDRÉS ORDAX, Direction générale de l'environnement

OMS

Mme G. PINET, Directrice, Législation sanitaire